

LES SYNDICATS C.G.T., F.O., C.F.T.C.
DU CENTRE NATIONAL DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
APPELLENT A UNE

grève de 48 heures
à partir de demain

(Voir en page 7)

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
REDACTEUR EN CHEF (1926-37) : VAILLANT-COUTURIER
DIRECTEUR (1918-1958) : MARCEL CACHIN

DIRECTEUR ETIENNE FAJON

MARDI 30 SEPTEMBRE 1958

6, boulevard Poissonnière PARIS-9^e

tél. : PRO 15-01
et la suite

272^e jour de l'année
Nlle série - n° 4377

Abonnements : 1 an. 6.000 ; 6 mois. 2.700
3 mois. 1.450 — C.G.P. Paris 34-18

PRIX : 20 FR.

Corse 20 ; Belgique 3,50 ; Suisse 0,40
Algérie Tunisie Maroc 25 ; Italie 60 tires

Le jeune Noir
américain Jimmy
Wilson est gracié

Jimmy WILSON, le jeune Noir américain qui avait été condamné à mort pour avoir « dérobé » un dollar à une femme blanche, vient d'être gracié. (Voir en page 3.)

4.600.000 FRANÇAIS ONT VOTÉ NON

*Cette grande force est la promesse
de l'indispensable rassemblement
des républicains*

DÉCLARATION du Bureau Politique du Parti Communiste Français

LA Constitution autoritaire a été adoptée. Elle comporte de graves atteintes aux institutions représentatives et fait peser de lourds dangers sur les libertés publiques.

Les républicains aspirent à un changement politique.

grande force et la promesse de l'indispensable rassemblement des républicains.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français salue chaleureusement les citoyens et citoyens qui ont résisté avec lucidité et courage au déferlement de la propagande plébiscitaire et aux multiples



GUINÉE : Écrasante majorité POUR L'INDÉPENDANCE *Celle-ci sera proclamée jeudi*

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ANNONCE
LA SUPPRESSION DES CREDITS ET L'ARRET
DES TRAVAUX D'EQUIPEMENT

SELON les derniers résultats parvenus à Paris, le peuple guinéen s'est prononcé dimanche, par 573.470 NON (97 %), en faveur de l'indépendance. Le nombre des OUI est de 15.551. Le nouvel Etat guinéen pourra donc proclamer, officiellement, son indépendance jeudi prochain, ainsi que l'a annoncé le président Sékou-Touré.

A peine les résultats étaient-ils connus que le chargé de mission de de Gaulle remettait, dès hier matin, une communication au président Sékou-Touré, l'informant des mesures de représailles prises par le président du Conseil : les crédits sont bloqués, les travaux d'équipement sont stoppés, les fonctionnaires sont rétrogradés. Et on agit devant les dirigeants guinéens la dette de 2 milliards laissée par les colonialistes qui faisaient la loi dans l'économie. (Voir page 3.)

AUJOURD'HUI
PREMIER
CONSEIL
DE CABINET

Le premier Conseil de cabinet après le référendum se tient aujourd'hui. A l'ordre du jour : la loi électorale, le voyage de de Gaulle en Algérie. (Page 4)

Cette aspiration légitime a été exploitée par la propagande en faveur du pouvoir personnel parce que les forces de gauche sont restées divisées.

La forme plébiscitaire de la consultation nationale a favorisé les équivoques. En demandant aux Français de se prononcer sur un homme et non sur un programme, on a pu additionner dans la confusion des voix qui avaient des significations différentes, voire opposées.

Les événements et les actes gouvernementaux ne manqueront pas de faire éclater ces contradictions flagrantes. On ne peut, par exemple, apporter au problème algérien une solution satisfaisant à la fois les partisans de l'intégration et de la guerre et les partisans de la négociation et de la paix.

Les forces sociales qui, le 13 mai, ont porté le général de Gaulle au pouvoir ne peuvent, en raison de leurs intérêts de classe, inspirer une politique conforme aux besoins de la nation. On ne peut élever le niveau de vie des travailleurs en poursuivant la guerre colonialiste et en favorisant les profits du capital.

Les masses populaires, instruites par leur propre expérience et éclairées par le Parti Communiste Français, — comme ce fut le cas il y a juste vingt ans, lors de la capitulation de Munich, — découvriront bientôt le véritable caractère de cette politique et sauront trouver les moyens de réaliser leurs aspirations par des voies démocratiques. Notre Parti, qui a lutté contre l'adoption de la Constitution et qui continuera son action pour la défense vigilante des libertés, les y aidera.

La ténacité et le dévouement des militants, leurs efforts porteront leurs fruits.

Les 4.600.000 Français qui ont voté NON constituent dès maintenant une

propagande mensongère et aux multiples pressions officielles.

Le Parti Communiste Français a pleinement confiance dans le jugement et l'action des forces ouvrières et démocratiques.

L'union sans exclusive de ces forces permettra de résoudre les problèmes qui préoccupent tous les Français :

— Etablir des rapports nouveaux entre la France, l'Algérie et les autres pays d'outre-mer par une négociation fondée sur le libre consentement et l'égalité des droits ;

— Assurer la paix par la détente internationale et l'arrêt de la course aux armements ;

— Elever le niveau de vie du peuple, donner à la nation les moyens nécessaires au développement de l'enseignement, de la recherche scientifique et des techniques, ouvrir à la jeunesse la voie de l'avenir.

Il appartient donc aux communistes qui se sont révélés la force essentielle de l'opposition républicaine et à tous les autres démocrates de travailler avec passion à l'union sans exclusive de toutes les forces populaires :

- pour imposer la paix en Algérie,
- pour défendre les revendications des travailleurs de la ville et des champs,
- pour préserver les libertés menacées,
- pour l'avènement d'une politique démocratique et française.

Vive la République !
Vive la France !

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français.

29 septembre 1958.

CES CINQ OUVRIERS des PTT ont été brûlés faute de sécurité

VOICI, photographiés à l'hôpital Bichat, les cinq ouvriers des lignes du central téléphonique Montmartre, grièvement blessés jeudi dernier à St-Ouen. Leur état s'est amélioré et trois d'entre eux espèrent sortir la semaine prochaine.

Claude Gatorbe, Pierre Laffait, Jean Chincholle (de gauche à droite) ont été sérieusement brûlés au visage et aux mains alors qu'ils descendaient dans un égout, avenue Michelet, à Saint-Ouen. L'explosion a été provoquée par la présence de produits inflammables dans l'égout.

Cinq ouvriers et une photo qui témoigne de la nécessité d'équiper les agents des lignes avec des lampes électriques.

CE QUE MES YEUX ONT VU

AH ! me disait ce jeune camarade, on n'a jamais vu ça...

Mais si, mon ami, mes yeux — à moi — ont déjà vu ça.

Il y eut hier vingt ans, c'est de la guerre étrangère qu'on avait fait peur aux républicains les moins fermes. Beaucoup d'entre eux avaient cru qu'à composer avec les forces fascistes, ils feraient montre de réalisme et de subtilité. C'était le temps de Munich. Il n'y eut alors que le Parti Communiste Français pour dire « non », plus un socialiste et de Kéris à la Chambre et quelques clairvoyants dans le pays. La presse pleurait d'attendrissement sur le parapluie de M. Chamberlain et parlait de « l'écrasante défaite » que représentait Munich pour le Parti Communiste. Quand le représentant de la France revint de ce voyage et de cette capitulation, une foule de badauds — à sa propre surprise — l'accablait et le soir elle chanta à l'Arc de Triomphe : « Le jour de gloire est arrivé ». Je te le dis tristement : si le 30 septembre 1938 le président du Conseil avait procédé à un référendum, il aurait obtenu beaucoup plus de 79 % des voix. Six mois plus tard, le Parti Communiste remportait d'importants succès à des élections législatives partielles. Deux ans après, il n'y avait plus un municipal en France. Mieux : l'Histoire jugea, et tu vois aujourd'hui les représentants de ces partis qui, tous, le nôtre excepté, avaient approuvé ces accords désastreux, tenir pour injurieux le terme de « munichois ».

MES yeux ont déjà vu cela, mon ami, et plus d'une fois. En juillet 1940, le maréchal pétain fut doté de tous les pouvoirs. Beaucoup de députés avaient cru qu'à composer avec ses soutiens fascistes ils feraient montre de réalisme et de subtilité. Ce fut le temps de Vichy. Il n'y eut dans la France envahie que le Parti Communiste Français pour crier « non », plus, à l'Assemblée de Vichy, les minoritaires socialistes et les minoritaires radicaux. La presse pleurait d'émotion à entendre chevrotter le vieux chef et témoignait, en

vers son ministre de l'Information, d'une docilité répugnante.

Quoique le Parti Communiste Français eût été le seul à montrer où nous devaient conduire l'enchaînement de la France au char de l'imperialisme allemand, elle se félicitait de « l'écrasante défaite » que représentait le nouveau régime pour le parti de la classe ouvrière. Et quand le maréchal se déplaçait dans son royaume asservi, il était acclamé par des foules de dupes. Je te le dis tristement : si le 30 septembre 1940 le maréchal Pétain avait procédé à un référendum, peut-être aurait-il obtenu plus de 79 % des voix ; mais, quatre ans plus tard, combien y avait-il de vichystois en France ? Mieux : l'Histoire jugea et le terme de « pétainiste » est tenu pour injurieux, même par ceux qui jurent conseillers nationaux du vieux traité.

OUAIS, me répondit mon jeune camarade, mais de quel prix la France et la République ont-elles payé ces erreurs-là ?

Dame ! c'est parce que les risques de fascisme, de misère et de guerre sont considérables que nous avons voté non, nous, communistes. Mais sache bien qu'il n'y a pas de fatalité, et qu'un Français sur cinq a dit non, proportion qui ne fut jamais dépassée par l'opposition au cours d'aucun plébiscite.

Il ne s'agit pas de prendre à la légère les résultats du référendum et les dangers qu'ils comportent. Mais les démocrates ont raison, mon camarade, et cette fois de nombreux républicains luttent avec nous. Et puis, quel problème ce vote a-t-il résolu ? L'Algérie, où le général Salan tente de démontrer — ce qui est maladroit — qu'il suffit de 3 % d'une population, soit moins de 70.000 Algériens votant non, pour tenir en échec, pendant quatre ans, un demi-million de soldats armés de tanks, d'avions et d'artillerie ? Ou bien tes salaires ? Ou bien les difficultés économiques ?

Mon ami, la République a perdu une bataille, elle n'a pas perdu la guerre.

André WURMSER.

LE COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SE REUNIRA LE 3 OCTOBRE, A IVRY

La prochaine session du Comité Central du Parti Communiste Français aura lieu le vendredi 3 octobre 1958, à la salle des fêtes de la mairie d'Ivry.

Ordre du jour :
LA SITUATION POLITIQUE APRES LE REFERENDUM.

Rapporteur :
Marcel SERVIN.
Ouverture de la première séance à 9 heures précises.
Moyens de communication : descendre métro mairie d'Ivry.

27 MILLIARDS DE CREDITS SUPPLEMENTAIRES, POUR L'ARMEE

Le « Journal officiel » d'hier a publié une ordonnance autorisant les ministres à utiliser, par anticipation, des crédits qui leur seront alloués pour 1959.

Sur une somme de 34 milliards 872 millions, 27,3 milliards seront employés pour l'entretien du matériel de l'armée. (Page 5.)

10 A 12 FRANCS D'AUGMENTATION HORAIRE DANS LE BATIMENT DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Après de multiples demandes, les syndicats CGT, FO et CFTO du Bâtiment des départements du Nord et du Pas-de-Calais ont obtenu la signature d'un accord de salaires augmentant ceux-ci de 10 à 12 fr. en 1 h. 25. (Page 8.)

SCHOLZ ATTEND HUMEZ DE... POING FERME



Samedi, à Berlin, Charles Humez mettra en jeu son titre européen (poids moyens) contre l'Allemand Gustav Scholz (notre photo), qui se prépare sérieusement

DEMAIN la rentrée...

Aujourd'hui, dernier jour des vacances scolaires, maman surveille les derniers préparatifs. Et demain, tout sera prêt pour la rentrée.

Comment se déroulera-t-elle ?

Des instituteurs vous l'expliquent en page 8 où vous trouverez la suite de l'enquête d'Andrée AUDOIN :

« NUAGES SUR L'ECOLE »



DÉCLARATION

du Bureau Politique du Parti Communiste Français

LA Constitution autoritaire a été adoptée. Elle comporte de graves atteintes aux institutions représentatives et fait peser de lourds dangers sur les libertés publiques.

Les républicains aspirent à un changement politique.

Cette aspiration légitime a été exploitée par la propagande en faveur du pouvoir personnel parce que les forces de gauche sont restées divisées.

La forme plébiscitaire de la consultation nationale a favorisé les équivoques. En demandant aux Français de se prononcer sur un homme et non sur un programme, on a pu additionner dans la confusion des voix qui avaient des significations différentes, voire opposées.

Les événements et les actes gouvernementaux ne manqueront pas de faire éclater ces contradictions flagrantes. On ne peut, par exemple, apporter au problème algérien une solution satisfaisant à la fois les partisans de l'intégration et de la guerre et les partisans de la négociation et de la paix.

Les forces sociales qui, le 13 mai, ont porté le général de Gaulle au pouvoir ne peuvent, en raison de leurs intérêts de classe, inspirer une politique conforme aux besoins de la nation. On ne peut élever le niveau de vie des travailleurs en poursuivant la guerre colonialiste et en favorisant les profits du capital.

Les masses populaires, instruites par leur propre expérience et éclairées par le Parti Communiste Français, — comme ce fut le cas il y a juste vingt ans, lors de la capitulation de Munich, — découvriront bientôt le véritable caractère de cette politique et sauront trouver les moyens de réaliser leurs aspirations par des voies démocratiques. Notre Parti, qui a lutté contre l'adoption de la Constitution et qui continuera son action pour la défense vigilante des libertés, les y aidera.

La ténacité et le dévouement des militants, leurs efforts porteront leurs fruits.

Les 4.600.000 Français qui ont voté NON constituent dès maintenant une

grande force et la promesse de l'indispensable rassemblement des républicains.

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français salue chaleureusement les ~~efforts et le courage~~ ^{efforts et le courage} qui ont résisté à la propagande plébiscitaire et aux multiples pressions officielles.

Le Parti Communiste Français a pleinement confiance dans le jugement et l'action des forces ouvrières et démocratiques.

L'union sans exclusive de ces forces permettra de résoudre les problèmes qui préoccupent tous les Français :

— Etablir des rapports nouveaux entre la France, l'Algérie et les autres pays d'outre-mer par une négociation fondée sur le libre consentement et l'égalité des droits ;

— Assurer la paix par la détente internationale et l'arrêt de la course aux armements ;

— Elever le niveau de vie du peuple, donner à la nation les moyens nécessaires au développement de l'enseignement, de la recherche scientifique et des techniques, ouvrir à la jeunesse la voie de l'avenir.

Il appartient donc aux communistes qui se sont révélés la force essentielle de l'opposition républicaine et à tous les autres démocrates de travailler avec passion à l'union sans exclusive de toutes les forces populaires :

- pour imposer la paix en Algérie,
- pour défendre les revendications des travailleurs de la ville et des champs,
- pour préserver les libertés menacées,
- pour l'avènement d'une politique démocratique et française.

Vive la République !
Vive la France !

Le Bureau Politique du Parti Communiste Français.

29 septembre 1958.